

Section DISI PARIS NORMANDIE

Madame la Présidente,

Les agents de la DGFIP sont une nouvelle fois victime de la politique gouvernementale.

La continuité, au Ministère, des politiques antérieures représente une véritable provocation à l'égard du besoin de changement exprimé par les agents de la DGFIP.

Dans ce contexte d'efforts incessants demandés aux agents, les traitements et régimes indemnitaires sont gelés pour la troisième année consécutive. Dans le même temps, la « démarche stratégique » se met en place, contre l'avis des organisations syndicales et donc des personnels, et vise, sous couvert de simplification, à l'abandon pur et simple de certaines missions et à de nouvelles vagues de restructuration du réseau.

Les restrictions de budget de fonctionnement aboutissent à alourdir la charge de travail dans une recherche systématique et aveugle d'économies. Les personnels ne sont ni correctement ni rapidement indemnisés lorsqu'ils sont amenés à se déplacer pour les besoins du service ou en formation. Certains départements sont d'ores et déjà en situation de cessation de paiement. Faudra-t-il qu'un jour les agents paient pour travailler ?

La suppression de 2 062 emplois supplémentaires s'ajoutant aux précédentes, a été programmée dans le PLF sous couvert de « Modernisation de l'Action Publique » nouveau nom d'une RGPP prétendument abandonnée. Si les vagues précédentes ont fortement dégradé les conditions de travail, désormais c'est l'existence même de

certaines missions qui se trouve menacée.

La journée de grève du 27 novembre à la Direction générale des finances publiques s'est tenue le jour du comité technique de réseau (CTR) qui devait entériner les suppressions d'emplois et la réduction des frais de fonctionnement.

Cette journée s'est tenue dans un climat général et dans un contexte particulièrement difficile, alors que la crise produit des effets dévastateurs qui plombent incontestablement le climat social et alimente la résignation de nombreux salariés et fonctionnaires.

Dans un tel contexte, avec 1 agent des finances publiques sur 4 en grève, la journée de grève intersyndicale du 27 novembre apparaît particulièrement significative .

Entre les suppressions d'emplois, l'absence de revalorisation salariale, les tâches supplémentaires qui s'accroissent, les agents n'en peuvent plus.

A la DISI Paris Normandie ce sont 20 emplois qui vont disparaître.

Aussi, compte tenu de ce contexte, les élus SOLIDAIRES Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP de la DISI Paris Normandie ne participeront pas au CT du 13 décembre, ni à la seconde séance.